



Presse Internationale

mensuel – n°54 – déc. 2007 - jan. 2008 - 1€ (soutien 2€)

LCT

LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale

www.litci.org - lct.cwb@gmail.com

« *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles

Samedi 15 décembre 10h30 Bruxelles - Gare du Midi
contre les « accords » qui nous menacent

Mobilisation des travailleurs

avec ou sans emploi - avec ou sans papiers
flamands - wallons - bruxellois

Non à la scission de la sécurité sociale !
En défense du pouvoir d'achat de *tous*

édito - p.2



comme
en 1993
contre le
Plan
Global

Aussi dans ce numéro :

France : construire la grève générale 6
Rencontre Latino-Américaine de Travailleurs 8
Non à la criminalisation des luttes 12

Leur « crise » et notre unité! p.3

Venezuela : c'est NON ! p.11



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Pour résoudre notre crise : la mobilisation des travailleurs !

Les media ne cessent d'afficher le compteur des jours « sans gouvernement », comme si la Belgique allait à la dérive. C'est vrai que les informateurs, formateurs, démineurs et autres dépanneurs font la queue auprès du roi pour voir comment le résultat des élections d'il y a six mois peut se traduire en une équipe de ministres. C'est vrai que les partis de la bourgeoisie se disputent pour voir qui occupera tel morceau de pouvoir de l'Etat. Ces partis représentent les patrons du Nord et du Sud du pays qui ne se mettent pas d'accord sur la façon d'exploiter mieux les travailleurs, sur la façon de répartir le gâteau. Ils ne sont nullement intéressés à mieux répondre aux demandes « du peuple flamand ou wallon ». On commence à parler d'un gouvernement tripartite, avec les « socialistes » mais ce parti ne nous représente pas non plus. L'expérience avec le gouvernement violet et les mobilisations contre le « Pacte entre Générations » en sont la preuve. Finalement, ils ne répondent pas à nos demandes car ils sont bel et bien au service du patronat.

Le gouvernement Verhofstadt n'est « paralysé, en affaire courante » que pour éviter toute discussion possible sur l'une ou l'autre mesure qui pourrait être profitable pour les travailleurs, comme les ristournes pour l'achat de mazout de chauffage. Mais les « charges » des patrons vont continuer à baisser. Les patrons et les politiciens continuent à mener leur train de vie habituel et les profits des entreprises sont en hausse. Entre-temps toutefois, **il y a bien une « crise », celle des travailleurs.**

Nous n'avons pas besoin de statistiques pour nous rendre compte que le prix du pain, du mazout de chauffage, des loyers, du gaz et de l'électricité grimpent alors que le salaire ne monte pas, que notre emploi reste menacé et que la perte d'un emploi signifie inexorablement une chute dans le revenu, même si nous trouvons un autre boulot.

Dans tout cela, c'est à nous, les travailleurs, de nous occuper de *notre* crise, de nous organiser pour défendre nos intérêts de classe, de nous mobiliser pour nos intérêts et non dans des manifestations

« patriotiques » au nom du roi, la loi la liberté, comme celle du 18 novembre ayant rassemblé 35 mille personnes, principalement wallons et bruxellois.

Depuis quelques semaines, des manifestations syndicales ont commencé à prendre une autre allure. Et finalement une mobilisation en front commun a été convoquée pour le 15 décembre, pour l'augmentation du pouvoir d'achat, contre la scission de la sécurité sociale. Nous pouvons y ajouter la défense des services publics, contre leur privatisation, le maintien au niveau fédéral des instances concernant le chômage et autres allocations. Les patrons finiront bien par former un gouvernement, mais nous savons déjà que cela ne résout nullement *notre* crise. Pour nous, il ne s'agit pas de « sauver la Belgique » des patrons, mais de nous préparer pour faire face, d'ores et déjà, aux mesures que n'importe quel gouvernement va vouloir nous imposer.

Nous manifestons le 15 décembre, pour avancer dans l'organisation de la lutte des travailleurs. Il faut se préparer pour affronter le prochain gouvernement, de quelle couleur qu'il soit, et d'autres qui suivront ! La manifestation du 15 décembre doit être **un premier pas d'un plan de lutte national**, de tous les travailleurs, avec ou sans papiers, avec ou sans emploi, wallon, flamand, bruxellois, marocain, turc, arabe ou de quelle origine qu'ils soient, pour donner une réponse à *notre* crise, pour défendre nos acquis.

Il faut discuter un cahier de revendications dans les entreprises et lieux de travail, et les syndicats doivent organiser un plan de lutte national pour les obtenir.

Non à la scission de la sécurité sociale
Pour la défense du pouvoir d'achat
Pour une augmentation
générale de salaires
Blocage des prix des loyers, contrôle
public des prix de l'électricité et du gaz
Pour une politique de nationalisation
des entreprises énergétiques.

Les syndicats doivent mobiliser pour
un plan de lutte national

Leur « crise » et notre unité

Depuis des mois, les partis politiques en Belgique se disputent sur la façon de former un gouvernement. Des bourgmestres ne sont pas nommés parce qu'ils ont envoyé une convocation électorale en français à des citoyens de langue française. Le Parlement flamand vote la scission du district électoral de Bruxelles-Halle-Vilvorde (BHV) et on se demande si les habitants des « communes à facilités » peuvent continuer à être administrés en leur langue maternelle. On discute sur les compétences des Régions et il y en a qui prônent la « solution » de diviser la Belgique en deux pays différents. Qu'est-ce que tout cela représente pour les travailleurs ?

Il y a, bien sûr, une crise de gouvernement en Belgique, mais ce genre de crise n'est pas une exclusivité pour notre pays et ce n'est pas la première fois « que cela nous arrive ». Interrogé en septembre dernier sur la différence entre la crise belge et celle du Kosovo, Karel De Gucht, négociateur officiel de l'Open-VLD à la table de l'Orange-Bleue, a répondu : « Au Kosovo, il y a un vrai problème ! »¹

La régionalisation en Europe...

A la fin de la guerre froide et du boom économique, dans les années 70, le capitalisme commence à subir une crise chronique et la lutte pour défendre les profits devient plus aiguë. C'est dans ce cadre que la bourgeoisie fait appel à la « régionalisation des compétences ».

On se souvient des *Régions*, ces unités géographiques plus homogènes, avec leurs traditions qui remontent souvent au Moyen-Age. En France, elles obtiennent un statut légal en juillet 1972, avec des conseils régionaux. En Italie, les régions à statut ordinaire sont mises en place au début des années 1970, en même temps que les régions françaises. A partir de la fin des années 1990, le principe lui-même de la régionalisation est inversé. Si jusqu'alors on réservait des compétences aux régions, dorénavant, on réserve certaines compétences au niveau fédéral, et « le reste » est régionalisé. D'autre part, il s'agit aussi de renforcer les pouvoirs de l'exécutif national sur des questions clef. En Allemagne, les Länder ont toujours fait partie du panorama politique depuis leur création après la guerre. Mais après les élections de septembre 2005, le SPD et la CDU/CSU ont formé un gouvernement de « grande coalition », avec entre autres au programme une réforme de la constitution, restée inchangée depuis 1949. Par cette réforme, les Länder accepteront d'intervenir moins dans le processus d'élaboration des lois fédérales, en échange d'un transfert de compé-

tences accru dans un certain nombre de domaines, comme l'éducation et la recherche, l'environnement, le régime pénitentiaire, la rémunération des agents de la fonction publique, l'aide sociale et... les heures de fermeture légale des magasins. Le gouvernement fédéral se réserve, par contre, l'exclusivité de la « lutte contre le terrorisme ».

...et en Belgique

C'est aussi à partir des années 1970 que les Régions acquièrent une importance en Belgique. Cela se manifeste dans la scission des trois partis homogènes traditionnels, chacun en deux partis autonomes : les catholiques en 1968, les libéraux en 1972 et les socialistes en 1978.

Une première réforme de l'Etat a lieu en 1970. D'autres suivront en 1980 et en 1988-89. Tout cela sera finalement coulé, le 5 mai 1993, dans une Révision de la Constitution qui consacre le nouvel Etat fédéral. Selon l'article premier de cette Constitution, la Belgique n'est plus « divisée en provinces » mais « est un Etat fédéral qui se compose des communautés et des régions ».

Chaque réforme est l'aboutissement d'une « crise de gouvernement », comme celle que nous vivons actuellement. Le gouvernement Eyskens de 1968, qui a finalement abouti à la réforme de 1970, a mis 131 jours pour se mettre en place. Celui de Martens I, maître de la réforme de 1980, n'a vu le jour qu'après 103 jours de « crise ». Après les élections anticipées du 13 décembre 1987, il faudra attendre 148 jours avant de voir naître le gouvernement Martens VIII, composé des sociaux-chrétiens, des socialistes et de la Volksunie, seule coalition permettant de mener à bien la réforme de 1988-89. Le gouvernement Dehaene, qui a consacré la révision de la Constitution de 1993,

België barst?

Le 29 novembre 2005, le groupe de réflexion *In de Warande* a publié un « Manifest voor een zelfstandig Vlaanderen in Europa » (manifeste pour une Flandre autonome en Europe - un livre de 250 pages). Scinder la Belgique en deux pays distinct serait une nécessité pour le développement harmonieux « des affaires ». Pour Marx, une des caractéristiques du capitalisme, la grande avancée par rapport au féodalisme, est précisément l'abolition des multiples frontières qui gênaient la libre circulation des marchandises et de la main d'œuvre. Aurait-il donc été à côté de la plaque ?

Les idées de *In de Warande* ne sont pas représentatives de la bourgeoisie belge. Si le chef de file, Remi Vermeiren, était directeur à la KBC, il l'a quitté en 2003 après 43 ans de service. Et la KBC reste bel et bien une entreprise belge. Il suffit de regarder le site de CBC. Un autre membre important, Herman De Bode, était directeur général de la multinationale McKinsey. Il a été poussé à la démission en décembre 2005 après avoir signé le Manifeste.

D'autre part, les patrons ont une organisation nationale, la Fédération des Entreprises de Belgique, alias Verbond Belgische Ondernemingen, qui regroupe plus de 30.000 entreprises, dont 25.000 PME, des trois régions, ainsi que des organisations régionales respectives, qui collaborent en toute harmonie. Même l'organisation régionale flamande, le Vlaams Economisch Verbond (VEV / VOKA), ne prône nullement la *splitsing*. Dans son congrès, le 06/11/2007, le président de VOKA, Urbain Vandeurzen, a défendu l'idée d'un « Pacte de solidarité » entre les trois régions. Le 2 juillet déjà, il disait dans *Het Belang van Limburg* que VOKA ne veut pas la scission de la sécurité sociale, mais « la possibilité d'une gestion décentralisée, adaptée aux besoins flammans ».

n'a été mis en place en mars 1992 qu'après 103 jours. A la suite des élections de 1999, Verhofstadt était parvenu à « remettre à plus tard » l'épineux problème de BHV, en créant la *Conférence interparlementaire et interministérielle pour le renouveau institutionnel et démocratique* (CIIRI).

Chaque réforme de la constitution, nécessitant les deux tiers, mène à des disputes acerbes pour quelques bénéfices. La réforme « Saint Polycarpe » du 23 janvier 2001 refinance les Communautés et résout un problème aigu de l'enseignement francophone, mais cela se paye par une concession à la Volksunie, un parti très minoritaire : les Flamands à Bruxelles obtiennent une représentation « d'office », indépendamment de tout verdict des urnes.

L'Orange-Bleue

Voilà la toile de fond sur laquelle il faut analyser les déboires de la crise de gouvernement actuelle. Comme disait Vincent de Coorebyter, directeur général du CRISP, « *la question n'est pas de faire des réformes, mais de faire certaines réformes, et c'est la raison pour laquelle les socialistes et les écologistes sont écartés du jeu.* »²

Actuellement, les libéraux et les catholiques veulent avancer vers une révolution copernicienne. L'article 35 de la Constitution de 1993 marque l'inversion de la logique de l'attribution des compétences, comme en Italie à cette époque. Il prévoit que « *l'autorité fédérale n'a de compétences que dans les matières que lui attribuent formellement la Constitution et les lois portées en vertu de la Constitution même* », au lieu de continuer à attribuer des compétences aux Régions. L'article n'est toujours pas d'application, faute de « liste » des compétences fédérales. Actuellement, le CD&V veut avancer dans ce sens. Kris Peeters, ministre-président flamand, propose une « liste, qui devrait être courte » : « *la monnaie, la défense, une partie des Affaires étrangères et de la coopération au développement, un socle de fiscalité commun et le maintien d'une forme de solidarité* ». ³ Il faudrait donc laisser aux Régions, voir aux communes, tout ce qui n'est pas essentiel pour les intérêts de la grande finance et des entreprises transnationales. Faut-il s'étonner que, dans tout le bla-bla institutionnel, jamais on ne parle de scinder l'ar-

mée, par exemple ?

Le capital

L'intérêt de la bourgeoisie belge, du grand capital, n'est nullement la scission du pays, mais bien d'avancer vers une régionalisation de certaines compétences, en maintenant un Etat fédéral fort.

L'Etat fédéral se réserve le droit d'envoyer des troupes en Afghanistan pour satisfaire son interlocuteur outre-atlantique dans le commerce extérieur, de s'installer au Liban afin d'aider Israël à protéger le port de Haïffa par où transitent les marchandises, d'assurer la « tranquillité » par des lois répressives pour faire face aux luttes sociales dans le pays.

D'autre part, pour la grande industrie et les multinationales, la régionalisation de compétences permet une pénétration plus facile du capital sur les marchés qui ont une certaine homogénéité sociologique, économique et productive et qui, de toute façon, font partie d'un marché unique européen, mais avec moins de contraintes que s'il s'agit d'une structure politique centralisée forte. La régionalisation permet une application plus facile de « la libre circulation du capital et des marchandises ». Elle facilite aussi les privatisations, les matières à privatiser étant plus facilement dégagées d'une structure plus légère, régionale.

D'autre part, la régionalisation des services à la population (santé, éducation, allocations, pensions,...) permet une différenciation accrue des conditions de vie et de travail de la population, et elle rend plus difficile la solidarité entre travailleurs.

La « crise »

Dans le cadre de cet accord de la bourgeoisie pour faire porter le fardeau de la crise du capitalisme par les travailleurs, il y a aussi des intérêts différenciés.

Après la guerre, une « nouvelle » industrie s'est développée surtout en Flandre, soutenue par le Plan Marshall de l'époque et le capital américain, alors que la « vielle » industrie lourde de la Wallonie était abandonnée à son sort. ⁴ Mais l'antagonisme d'intérêts devient plus critique à partir des années 1970, quand l'économie capitaliste dans son ensemble entre dans une période de crise chronique après vingt ans de boom.

BHV

La Belgique de 1830 a hérité de l'uniguisme administratif français de l'époque napoléonienne, imposé par le décret de la Convention du 03/06/1794 contre « *ces jargons qui sont encore des lambeaux de la féodalité et de l'esclavage* ». La domination culturelle qui l'accompagne fera l'objet de justes luttes d'émancipation du peuple flamand, et le bilinguisme sera finalement un acquis total avec les lois de 1963, quand la « frontière linguistique » est bétonnée. Jusqu'alors, ces confrontations ne mettaient pas en question l'Etat centralisé belge. Le monde politique tournait autour de trois partis nationaux, bilingues, avec une tradition séculaire. A part quelques retouches sur les extrêmes de Comines et des Fourons, la frontière linguistique est finalement très peu différente de celle de l'époque de Jules César, sauf que...

Bruxelles, une ville au nord de cette frontière, devient la capitale du pays et de la province du Brabant, où de plus en plus d'habitants ont le français comme langue maternelle. En 1992, elle devient capitale de l'Europe et, en 1995, elle cesse d'être capitale de province, avec la scission du Brabant. La population cosmopolite de la capitale découvre aussi les avantages d'aller vivre en dehors de l'agglomération, ce qui augmente la population francophone dans les communes périphériques. Une Région bruxelloise obtiendra finalement ses pleins droits avec la réforme de 2001, qui laissera toutefois un arrondissement à cheval sur deux Régions : Bruxelles-Hal-Vilvorde.

Cette situation donne lieu à des revendications avec des conséquences essentiellement électorales pour les partis en lice, que l'on fait toutefois valoir, à tort, comme prolongation de la grande lutte pour l'émancipation des Flamands dans la première moitié du 20ème siècle.

Il se crée alors une certaine « solidarité » régionale de secteurs de la bourgeoisie, avec une surenchère auprès des multinationales : « investissez chez nous, nous offrons de meilleures conditions pour garantir vos bénéfices, nous parvenons mieux à drainer des ressources de l'Etat à votre profit, nous parvenons mieux à exploiter les travailleurs ».

Cette surenchère ne sert pas seulement le grand capital. Elle trouve aussi un écho favorable auprès de la petite bourgeoisie, qui pense trouver des avantages dans la régionalisation des compétences, avec un pouvoir « plus près des gens », avec une relation « plus directe » avec l'administration, et qui essaiera d'enregistrer des contrats de sous-traitance ou de travaux publics dans « sa » région. Les « scandales » ne sont souvent que l'aspect plus marginal (par rapport à la loi) de cette surenchère.

Les différentes « familles » politiques jouent aussi leur rôle.⁵ A partir d'avril 1974, jusqu'en 1999, la démocratie chrétienne a dirigé le gouvernement de façon ininterrompue, souvent en recyclant les mêmes premiers ministres,⁶ en coalition soit avec les socialistes, soit avec les libéraux, soit avec les deux. Au moment des grandes luttes contre le Plan Global, avec la grève générale de fin 1992, les socialistes étaient parvenus à sauver le gouvernement Dehaene, avec le message qu'il fallait le soutenir, « sinon, viendraient les libéraux ». Finalement, les libéraux sont revenus, en coalition avec ces mêmes « socialistes », et cela a bousculé un peu l'échiquier politique. Actuellement, la démocratie chrétienne veut reprendre les rennes en main, forts d'un succès électoral surtout en Flandre, avec un programme nettement plus « à droite ».

En plus, si en 1999 Verhofstadt était parvenu à mettre les questions institutionnelles entre parenthèses jusqu'après la formation d'un gouvernement, aujourd'hui cela semble plus difficile. Comme en 2001 avec la Volksunie, l'arithmétique des deux tiers oblige à faire certaines concessions aux « extrémistes » (le N-VA et le FDF), étant donné que les libéraux veulent bien remettre la démocratie chrétienne en selle, mais sans les socialistes. Et ces « extrémistes » sont loin d'être d'accord des deux côtés de la frontière linguistique.

Les travailleurs

Chaque secteur de la bourgeoisie ne manque évidemment pas d'essayer de « gagner » les travailleurs pour sa cause.

Ceux qui veulent freiner les appétits flamands d'une régionalisation poussée dès maintenant, font appel aux sentiments « patriotiques » de l'unité de la Belgique. Des drapeaux belges fleuris-

sent les balcons bruxellois, et 35.000 personnes se sont rassemblées au Cinquantenaire le 18 novembre pour défendre le roi et la patrie. On crie au scandale pour les procédures antidémocratiques des détestables flamands, et en fin de compte, les problèmes de la *splitsing* de la sécurité sociale ne sont peut-être pas si importants.

Les ténors de la politique flamande vont enfoncer le clou sur le thème des Flamands zélés qui donnent à manger aux Wallons paresseux. Et entre-temps, ils vont faire valoir des « droits historiques » de la langue du peuple flamand pour bétonner des avantages électoraux

Affaires courantes

Le 20 novembre, l'**Orange-Bleu** (Open VLD, CDH, CD&V et MR) a rejeté - avec le soutien du Vlaams Belang - un projet de loi de « l'opposition » (PS et SPa) à la chambre d'imposer un prix maximum pour le gaz et l'électricité.* Mais n'est-ce pas cette « opposition » qui a voté la loi du 29 avril 1999 de la libéralisation du marché de l'énergie ?!

* Le Soir 21.11.2007

autour de Bruxelles.

On peut regretter que ces discours aient quelque succès, au point que, par exemple, le CD&V éprouve une certaine difficulté à « lâcher » son partenaire de coalition, le N-VA, même quand celui-ci devient incommode, s'il ne veut pas perdre des suffrages aux prochaines élections. Mais nous regrettons surtout que, par exemple, un parti de gauche comme le PTB se solidarise avec l'initiative de la concentration « patriotique » au Cinquantenaire, au lieu d'appeler les travailleurs à mobiliser pour leurs propres intérêts, et qu'un parti « trotskyste » croit devoir se différencier entre un LSP flamand et un MAS francophone.

Pour les travailleurs, cette « crise » n'est en fin de compte qu'un problème de la bourgeoisie, dans le cadre d'une politique de la grande - et très grande - bourgeoisie pour mieux affermir leur domination de classe.

Nous rejetons catégoriquement les « divisions », les « scissions » qui, en dernière instance, divisent les travailleurs.

Notre combat doit se centrer contre la scission de la sécurité sociale, contre la scission des services publics qui favorise leur privatisation, contre la scission des services compétents pour le chômage, l'emploi, le transport, l'enseignement, etc., pour l'unité de tous les travailleurs, en ayant aucune illusion dans tel ou tel secteur de la bourgeoisie, pour « unitaire » qu'il puisse paraître.

Face à la solidarité des « citoyens » pour défendre « la Belgique », nous opposons la solidarité de classe pour défendre nos acquis. Nous ne partageons nullement le souci d'avoir au plus vite un gouvernement « pour s'occuper des questions des gens », comme dit la bureaucratie de la CSC. Aucun gouvernement issu finalement de cette crise ne s'occupera de nos intérêts, bien au contraire. Même un gouvernement en affaires courantes veille soigneusement sur les intérêts des patrons. Pour nous, l'absence de gouvernement n'a d'autre importance que le fait qu'elle canalise continuellement l'opinion publique et met les luttes au second plan.

Comme nous disions dans le numéro précédent de Presse Internationale, **les syndicats doivent mobiliser contre les accords du gouvernement qui menacent les travailleurs**. Nous n'avons pas participé au show du Cinquantenaire le 18 novembre. Mais nous appelons vivement à manifester avec les syndicats en front commun, le 15 décembre, pour défendre nos acquis.

Les travailleurs n'ont pas de patrie, disait déjà Marx. Au contraire, ils doivent s'organiser pour construire leurs propres organisations de lutte, prendre le pouvoir en leurs propres mains et en finir avec cette « patrie » des patrons.

¹ Le Soir 10.09.2007

² Le Soir 04.12.2007

³ Carte blanche dans Le Soir du 03.12.2007

⁴ Une opposition semblable est apparue alors en Allemagne, entre la « vieille » industrie lourde du Ruhr et la « nouvelle » industrie de Bavière, où d'ailleurs la social-démocratie a aussi des partis différents à l'intérieur de la même famille (la CDU et la CSU).

⁵ En dépit des divisions par région, tous les gouvernements ont été constitués, jusqu'à maintenant, « par famille », c'est-à-dire que les deux volets linguistiques de chaque famille étaient soit ensemble dans le gouvernement, soit ensemble dans l'opposition.

⁶ 16 gouvernements avec seulement 5 premiers ministres.

Unifions nos luttes et construisons la grève générale !

Voici une déclaration du GSI, la section française de la LIT-QI à l'occasion de la grande mobilisation du 20 novembre

La grève pour la défense des régimes spéciaux de retraite est porteuse de l'exigence du retour à 37,5 années de cotisations, avec un départ à 60 ans maximum et une pension à taux plein pour tous, secteur public et privé. Dans un contexte de développement de grèves pour les salaires et l'emploi (Air-France, etc.), après l'énorme succès du 18 octobre, les directions syndicales (CGT en tête) ont choisi la division, en appelant à une « journée d'action reconductible », sur la défense des régimes spéciaux le 14 novembre. Le 20, une nouvelle « journée d'action », des fonctionnaires cette fois, est programmée pour l'emploi et le pouvoir d'achat. Cependant, le 17, les cheminots, les agents de la RATP, les électriciens et gaziers sont toujours massivement en grève, une grève reconduite jour après jour en assemblée générale unitaire, malgré les manœuvres de divisions.

Dans les universités, voyant se profiler les premiers blocages, la direction de l'UNEF, qui le 28 juin estimait que « *le texte sauvait l'essentiel* », a appelé les étudiants à... étudier la loi Péresse. Aujourd'hui, à travers leurs assemblées massives et leur coordination nationale, les étudiants exigent l'abrogation de la loi de privatisation des universités. Ils manifesteront le 20 avec les fonctionnaires, les cheminots, etc. **La grève et la manifestation du 20 marqueront un tournant : ou bien les appareils syndicaux, à force de division, parviennent à en faire un enterrement de première classe, ou bien la voie est ouverte vers la généralisation de la grève.**

Les directions syndicales montent en première ligne

Face à l'ampleur du rejet des contre-réformes par la base, les

directions syndicales montent en première ligne pour obtenir « l'ouverture de négociations » sur les régimes spéciaux de retraites et sur l'application de la loi Péresse. Ainsi, par la voix de son secrétaire général, la direction confédérale de la CGT a-t-elle pris la responsabilité historique, sans précédent, de demander au gouvernement, à Sarkozy directement, l'ouverture de négociations tripartites (Etat, patronat, syndicats), par branche ou par entreprise, sur la question des régimes spéciaux.

Ce faisant, B. Thibault a ouvert



Manifestation de cheminots, le 14 novembre

une porte de sortie au gouvernement, à la veille de la grève du 14, indiquant par là qu'il acceptait le cadre de la réforme, prenant le risque d'une profonde et durable division. Bien entendu, l'Elysée s'est empressé d'accepter. Le ministre X. Bertrand exige maintenant que la grève cesse avant d'ouvrir ces négociations, affirmant qu'il a reçu des assurances sur ce point ! Illico, le portedrapeau de la capitulation, F. Chérèque, secrétaire général de la CFDT, déclare sur France3 avoir les éléments pour « *suspendre la grève à la SNCF* », après avoir reçu une « *lettre de méthode* » du ministre du Travail, X. Bertrand. Mais les travailleurs de la SNCF ne sont pas B. Thibault, ni F. Chérèque, et la grève continue.

De leur part, au moment où les

étudiants se prononcent massivement dans leurs assemblées générales pour l'abrogation de la « loi Péresse », les dirigeants de l'UNEF multiplient les rencontres avec le ministre de l'enseignement supérieur : « *nous attendons que la ministre engage des négociations conséquentes sur les modifications de la loi LRU, sur l'autonomie des universités, votée cet été, et sur les questions budgétaires, tant sur la programmation pluriannuelle que sur le budget 2008* ». ¹ Toutefois, qu'y a-t-il à négocier ? Dans un cas comme dans l'autre, rien !

Le PS et le PCF soutiennent la politique du gouvernement

Il est évident, mais nous le savions depuis qu'il a annoncé vouloir être une opposition constructive, que le PS soutient les réformes sur le fond. Déjà, le 19 octobre, F. Hollande, premier secrétaire du PS, avait déploré qu'il « *n'y ait pas eu véritablement de négociation* ». Il avait conseillé : « *Je dis au gouvernement : ouvrez, rouvrez (...) le cadre global qui doit permettre les discussions entreprises par entreprise. Si vous ne le faites pas, vous aurez un certain nombre de mouvements.* » ² Le 14 novembre, le même F. Hollande insiste : « *Il a fallu attendre (...) pour que l'Etat daigne dire qu'il serait présent dans des réunions dans chacune des entreprises. On n'aurait pas pu y penser plus tôt ? Je demande au président de la République, au gouvernement, de ne pas perdre une minute de plus et d'ouvrir la négociation de manière à ce qu'on sorte de ce conflit dignement avec une réforme qui sera consentie* »

Quant au PCF, par un communiqué du 14 novembre, il estime que : « *Grâce à l'attitude responsable des syndicats et la très forte mobilisation des salariés, le*

gouvernement est contraint à trouver le chemin d'une véritable négociation. C'est une première victoire. Le gouvernement doit donc prendre toute sa place dans les négociations à venir entre syndicats et directions d'entreprise, afin de répondre aux attentes et aux revendications des salariés en lutte. Face à l'attitude constructive des syndicats, il serait totalement irresponsable que le gouvernement tente une nouvelle fois de mettre en scène une fausse concertation. »

Négocier entreprise par entreprise, « une première victoire » ?

Il n'y a rien à négocier !

Négocier sur les régimes spéciaux de retraite, c'est accepter le cadre de régression imposé par le gouvernement Sarkozy-Fillon. Cadre de régression en ce sens que, au nom de l'« équité », tous les travailleurs seraient désormais alignés sur la plus mauvaise des situations, avec 40 ans de cotisation pour tous, tout de suite, et la réduction des pensions pour ceux qui prendraient tout de même leur retraite à 60 ans, sans avoir cotisé assez longtemps.

Négocier, c'est en outre accepter qu'en 2008 le gouvernement mette sur la table un nouveau projet qui s'appliquera à l'ensemble des travailleurs du privé comme du public : allongement de la durée de cotisation (41, 42 ans, etc.), baisse des pensions et, c'est le centre des attentes capitalistes, basculement d'une part déterminante des retraites sur la capitalisation. C'est la mise en bourse de nos retraites, de façon à assurer aux spéculateurs un flux permanent d'argent frais et dont ils seraient les bénéficiaires réels !

Négocier sur la loi Péresse d'« autonomie des universités », c'est accepter le principe de la loi qui vise à contraindre les universités à fonctionner comme des entreprises, à faire appel massivement aux capitaux privés, à mettre en oeuvre une sélection

des étudiants « par le fric », avec l'explosion des frais d'inscription qui endetteront des familles ouvrières à vie. En définitive, cela aboutit à remettre l'enseignement supérieur, « clés en main », aux multinationales. C'est bien une loi de privatisation... de ce qui rapporte, le reste sera liquidé purement et simplement.

Négocier, c'est accompagner ces mesures, c'est trahir les intérêts objectifs des travailleurs et de la jeunesse. A ce stade, c'est accepter que les organisations syndicales deviennent des rouages de l'appareil d'Etat, c'est briser l'outil séculaire construit par la classe ouvrière pour la défense de ses intérêts en toute indépendance, face aux capitalistes.

Unifier les luttes en France et en Europe

La lutte des classes est nationale dans sa forme et internationale dans son contenu. Les contre-réformes, dictées par les capitalistes, sont impulsées par l'UE (Union Européenne), l'OCDE (Organisation pour le Développement et la Coopération Economique), ainsi que par tous les gouvernements sur la base d'un catalogue de mesures, présentées comme « inéluctables », dans les domaines de la santé, de l'éducation, des services publics, de la protection sociale, etc.

Aussi, **l'application d'une même politique à l'échelle de l'Europe pose les conditions objectives d'une riposte unifiée sur l'ensemble du continent.** La grève des cheminots allemands pour les salaires fait écho à celles des navigants commerciaux d'Air France ou des travailleurs italiens contre la précarité et pour la sauvegarde des retraites. De même, la « réforme » de l'enseignement supérieur a déjà provoqué des mobilisations de grande ampleur en Allemagne et en Grèce. Ce combat des travailleurs dans chaque pays, contre des attaques de dimension européenne, doit aussi trouver une débouchée à

l'échelle du continent.

Unifions nos luttes et construisons la grève générale !

Nous ne partons pas de rien. Après l'énorme succès du 18 octobre, des centaines de milliers de cheminots, traminots, gaziers, électriciens, etc., se sont à nouveau mis en grève, le 14 novembre, paralysant le pays et manifestant massivement. Malgré les obstacles dressés par les directions bureaucratiques, la grève s'est poursuivie largement au delà du 14 novembre.

De même, malgré la brutale répression dans les universités, jeudi 15, 36 sites universitaires étaient toujours en grève, dont 29 bloqués, alors que 5 autres étaient fermés par l'administration. La coordination nationale étudiante appelle à manifester avec les fonctionnaires le 20 novembre également.

Le 20 novembre, une jonction pourrait s'opérer entre les cheminots, traminots, électriciens, gaziers, et les fonctionnaires, les étudiants ouvrant une perspective d'unification des luttes qui pourrait déboucher sur la grève générale. La grève générale porterait un coup d'arrêt aux attaques brutales du gouvernement aidé par les appareils bureaucratiques.

**Tous dans la rue
le 20 novembre !**

**Pour nos revendications :
37,5 ans de cotisation
maximum pour tous !**

**Départ à taux plein
à 60 ans maximum !**

**Oui à la répartition,
non à la capitalisation !**

**Abrogation de la loi Péresse
de privatisation des universités**

Abrogation des ECTS/LMD !

**Le 20 novembre faisons
grève et manifestons**

Paris, le 17 novembre 2007

¹ Libération, 14.11.2007

² Le monde, 19.10.2007



Rencontre de Travailleurs Latino-Américaine et des Caraïbes convoquée par la COB, CONLUTAS, Batay Ouvriye et la TCC

La Centrale Ouvrière Bolivienne (COB), la Coordination Nationale de Luites (Conlutas du Brésil), Batay Ouvriye de Haïti et la Tendance Classiste et Combative (TCC) de l'Uruguay viennent de lancer la convocation pour la réalisation d'une Rencontre de Travailleurs Latino-Américaine et des Caraïbes, les 7 et 8 juillet 2008, à Betim (Minas Gerais, Brésil), avec la consigne *Beaucoup de Voix. Une seule Lutte.*

La LIT-QI salue cette convocation et y adhère parce qu'elle considère que cette rencontre peut arriver à constituer un fait historique pour les travailleurs latino-américains et des Caraïbes, un pas très important vers la construction d'une organisation syndicale continentale, qui promeut et renforce leur capacité et leur disposition pour la lutte, déjà démontrée depuis longtemps.

Deux organisations syndicales internationales sont déjà actives dans la région. Une d'elles est la Confédération Syndicale Internationale (CSI), récemment issue de la fusion de la Confédération Internationale d'Organisations Syndicales Libres (CIOSL) et de la Confédération Mondiale du Travail (CMT), d'idéologie sociale-démocrate et sociale-chrétienne respectivement. En elle, agissent les syndicats « amis » de l'impérialisme yankee et européen et de la plupart des gouvernements bourgeois du continent. Ce sont des syndicats défenseurs des privatisations et des plans d'ajustement. La CSI est la confédération la plus forte en termes d'appareil et manieement de fonds.

La seconde organisation est la Fédération Syndicale Mondiale (FSM), staliniste, qui a commencé à se réorganiser à partir de Cuba, après la crise vécue avec la chute de l'URSS et la restauration du capitalisme dans les anciens Etats ouvriers. Malgré sa phraséologie de « gauche », c'est aussi un appareil bureaucratique « ami » d'autres gouvernements bourgeois comme celui de Chavez, au Venezuela, ou de Correa, en Equateur.

Aucune des deux organisations ne constitue un levier sur lequel les travailleurs peuvent s'appuyer pour combattre. Au contraire, elles sont un frein et un obs-

tacle pour cette lutte, comme elles l'ont montré dans les processus révolutionnaires des dernières années où leur principale préoccupation a été « d'éteindre les incendies » et de sauver les meubles pour l'impérialisme et les gouvernements bourgeois. Voilà précisément une des grandes contradictions du processus du continent : il y a des luttes très aiguës qui ne trouvent pas leur expression dans le surgissement d'organisations syndicales fortes et combattives.

Toutefois, en dehors de ces organisations bureaucratiques et pro-bourgeoises, ou agissant en leur sein, de nombreux syndicats ou oppositions syndicales ont vu le jour, qui veulent combattre l'impérialisme, les patrons et les attaques de leurs gouvernements respectifs, et qui ont besoin de les combattre.

De ce point de vue, l'appel à la rencontre est un reflet du processus de montée révolutionnaire que vit la région depuis plusieurs années, et qui s'est manifestée dans plusieurs pays et de différentes manières. C'est cette montée révolutionnaire qui entre en contradiction avec ces bureaucraties syndicales (qu'elles soient pro-impérialistes, « indépendantes » ou « de gauche ») et qui donne lieu au surgissement de nouveaux dirigeants et de nouvelles organisations syndicales. C'est cette montée révolutionnaire aussi qui met à l'ordre du jour, comme tâche présente, d'avancer dans une coordination des luttes en Amérique latine et aux Caraïbes.

Ce que signifie la convocation

Dans ce cadre, la convocation de la rencontre a une signification profonde, sous plusieurs aspects. Voyons les plus importants :

- a) **Elle met en avant un programme de lutte commune** pour tous les pays latino-américains et des Caraïbes, qui inclut des points essentiels de la lutte anti-impérialiste, des revendications ouvrières et populaires et de la lutte contre les politiques des gouvernements du continent.
- b) Elle peut permettre **d'avancer dans la coordination des luttes qui ont lieu aujourd'hui**, isolées et séparées dans chaque pays, bien qu'elles aient

des axes et des ennemis communs, comme nous avons vu. Si les conditions et les accords le permettent, ceci pourra se manifester dans une certaine forme de **coordination permanente**, à partir de la rencontre elle-même. En tout cas, ce sera un premier pas en ce sens qui permettra, à la fois, l'incorporation d'autres organisations, en plus de celles qui convoquent actuellement à la rencontre.

- c) Elle peut avoir une **incidence concrète dans les processus de chaque pays**. Comme nous l'avons indiqué, il y a des processus très riches de réorganisation syndicale et de surgissement de nouvelles directions dans plusieurs pays (Argentine, Paraguay, Pérou, Equateur, Costa Rica, etc.). Toutefois, la majorité d'entre eux ont lieu de manière dispersée, sans une expression organisationnelle qui les unifie au niveau national. La convocation à la rencontre et le développement

des activités préparatoires peuvent agir comme un catalyseur et comme un axe unificateur de ces processus au niveau national. La réalisation de rencontres nationales préalables, pour examiner la convocation, élaborer des apports, choisir représentants, etc., peut être très importante en ce sens.

Pour la LIT-QI, la convocation à la rencontre reprend, dans les faits, la tradition interrompue de l'internationalisme ouvrier, à partir d'un programme très concret de lutte commune. D'autre part, elle le fait avec la compréhension que cet internationalisme ouvrier ne peut pas naître d'une « unité d'appareils », étrangère aux travailleurs, mais uniquement comme une construction des travailleurs eux-mêmes. C'est pourquoi, nous le réitérons, la LIT-QI y adhère et appelle ses militants à le promouvoir avec toutes leurs forces.

Nous avons publié le texte de la Convocation dans le numéro précédent de Presse Internationale.

« Un premier pas, important, d'unité »

Zé Maria de Conlutas

Conlutas considère l'initiative des quatre organisations qui convoquent à la Rencontre de Travailleurs Latino-Américaine et des Caraïbes comme extrêmement importante.

L'offensive des puissances impérialistes contre nos pays, pour les transformer de nouveau en colonies de leurs entreprises transnationales, donne une plus grande actualité encore à la nécessité de l'internationalisme, de l'unité entre les travailleurs de tous les pays du continent pour faire face à notre ennemi commun.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, ce sont

les mêmes réformes néo-libérales qui sont appliquées dans tous les pays : les privatisations et les dénationalisations, les Traités de libre échange, le mécanisme des dettes externe et interne et leurs intérêts, la militarisation et les bases militaires impérialistes, etc.

La rencontre de Travailleurs Latino-Américaine et des Caraïbes sera un premier geste, très important, dans le sens de nous unir, nous les travailleurs latino-américains et des Caraïbes, dans une seule lutte contre l'impérialisme dans toutes ses manifestations dans notre région.

«La rencontre est une nécessité indispensable et urgente»

Batay Ouvriye

Pour des travailleurs de différents pays, le fait de se rencontrer, de pouvoir discuter de la situation de chaque espace propre et de l'ensemble global, de réfléchir sur la façon de se solidariser mutuellement et d'arriver à mener des luttes communes pour pouvoir décider ensemble une stratégie commune et planifier alors les tactiques correspondantes, tout cela est déjà d'une importance incalculable.

Quand on pense à l'offensive mondiale des entreprises transnationales impérialistes, soutenues par les gouvernements locaux à leur service ; quand on connaît l'objectif qu'ont ces classes dominantes et leurs fonctionnaires marionnettes, coordonnés, pensant et planifiant ensemble pour non seulement nous enlever ce que nous avons déjà acquis en termes de salaire, de conditions de travail ou de pension, nous voler nos ressources naturelles et nos terres, mais aus-

si pour continuer à élever cette offensive à des niveaux impossibles à prévoir ; quand on éprouve concrètement la violence brutale avec laquelle ils mènent à bien leur exploit... l'importance de cette rencontre tend alors à se transformer en une nécessité indispensable, d'urgence de plus en plus grande.

Notre appui mutuel comme travailleurs, la compréhension collective de cette attaque globale qui s'oriente non seulement vers chacun de nous individuellement mais aussi à nous tous, dans notre globalité comme force de travail dominée, exige aujourd'hui, plus que jamais, une coordination, une mise en commun théorique et pratique, pour nous débarrasser de ce joug fatal qui projette de nous anéantir définitivement comme êtres humains.

La rencontre n'aboutira certainement pas immédiatement aux ultimes planifications. Elle ne prétend pas



non plus inverser du jour au lendemain cette situation de domination et d'exploitation qui nous opprime. Il y aura peut-être des contradictions et des difficultés, conséquences de la domination elle-même dont nous souffrons, qu'il faudra résoudre progressivement et avec toute la patience et la force qui nous caractérise comme travailleurs. Mais elle aura certainement en son sein profond le germe de notre future victoire.

La classe ouvrière qui fait face directement au capital, même avec toute sa capacité, n'aura pas la force suffisante pour mener toute seule cette lutte extraordinaire qui s'annonce. Il faut la mobilisation de tous les autres travailleurs, les artisans et les petits paysans, eux aussi dominés et exploités, les petits vendeurs, les chômeurs, les travailleurs des services publics, de la santé, de l'éducation, les jeunes organisés, les femmes, les gens des quartiers, des zones paysannes, bref, il faut la mobilisation de tout le peuple. Non seulement

parce qu'en réalité nous sommes tous unis face à cette déclaration de guerre ouverte et finale avec laquelle nous menacent les dominants, mais aussi parce que nous souffrons tous sans distinction de la domination et de la répression violente en vigueur. L'exploitation, le pillage et d'autres vols du capitalisme nous concernent tous, de l'une ou l'autre façon.

Unité de la classe ouvrière, fraternité intime de toutes les classes de travailleurs, unité des peuples de toute la région de l'Amérique du Sud et des Caraïbes, avec une même histoire globale, avec un seul avenir...

Mais il y a plus. Cette rencontre ouvre la grande possibilité de structurer notre camp, de proposer les travailleurs comme colonne centrale de notre force mobilisatrice, sous la direction de la classe ouvrière, antagonisme historique du capital. Que fleurissent les plaines et chantent les forêts ! Les courageux toucheront le but. La victoire finale nous appartient.

Une vieille proposition de Trotsky

Pour la LIT-QI, cet appel à la Rencontre de Travailleurs Latino-Américaine et des Caraïbes a une signification spéciale. Avec elle, commence à devenir réalité, de fait, une vieille proposition que Leon Trotsky lui-même a formulée, en 1938, depuis son exil au Mexique.

En octobre de cette année, il a maintenu plusieurs entrevues avec le dirigeant ouvrier argentin Mateo Fosa,¹ qui avait voyagé au Mexique pour participer à un congrès de représentants syndicaux de plusieurs pays du continent, en représentation de 24 syndicats de son pays.

Ce congrès a fondé une Confédération de Travailleurs Latino-américains, mais Mateo Fosa n'a pas été autorisé à y participer, malgré la représentativité qu'il apportait. Le congrès a eu un fonctionnement totalement bureaucratique, imposé par le stalinisme qui accusait le dirigeant argentin de « trotskyste ».

Le 11 octobre 1938, Trotsky a publié un article sur ces faits, sous la forme d'une déclaration. Il y critique durement le caractère du congrès : « *Ce congrès, préparé en tournant le dos aux masses, a été utilisé unilatéralement avec des buts qui n'ont rien à voir avec les intérêts du prolétariat latino-américain mais qui, au contraire, sont fondamentalement hostiles à ces intérêts. La "confédération" créée dans ce congrès ne représente pas l'unification du prolétariat organisé de notre continent mais une fraction politique étroitement liée à l'oligarchie de Moscou.* » Par la suite, il analyse le caractère bureaucratique du congrès et le lien de la plupart des participants à leurs différents gouvernements bourgeois, ainsi que le fait que le congrès n'appelait pas à combattre les « impérialismes démocratiques », comme celui des Etats-Unis, avec l'excuse de « maintenir l'unité contre le fascisme ».

C'est pourquoi, la déclaration formule la conclusion suivante: « *Nous sommes des partisans ardents et décidés de l'unification du prolétariat latino-américain et à ce que celui-ci noue des liens les plus forts possibles avec le prolétariat des Etats-Unis de l'Amérique du Nord. Mais, comme il apparaît dans ce que nous disons, il s'agit d'une tâche encore à réaliser.* »

Finalement, Trotsky appelle à promouvoir « *l'unité du prolétariat latino-américain* » sur la base d'une série de points. Le premier était « *l'indépendance totale du mouvement syndical par rapport à son propre gouvernement bourgeois et tout impérialisme étranger* », et en dernière instance il proposait « *la préparation honnête d'un congrès syndical latino-américain avec la participation active des masses travailleuses, c'est-à-dire avec une discussion sérieuse et sans restriction sur les tâches du prolétariat latino-américain et ses méthodes de lutte* ».

La situation actuelle présente beaucoup de différences avec l'époque où Trotsky a fait cet appel. Nous ne sommes pas à la veille d'une nouvelle guerre mondiale et l'appareil staliniste international est tombé, même si beaucoup de phénomènes nationaux et régionaux survivent encore. Mais l'essentiel de son appel garde toute son actualité : **la nécessité de l'unité latino-américaine des organisations syndicales et des masses, avec une indépendance totale des gouvernements bourgeois et en dehors des contraintes des bureaucraties syndicales traîtres, afin de coordonner et d'organiser la lutte au niveau continental.**

¹ Ces entrevues ont été enregistrées sous diverses formes et ont été publiées dans les Ecrits latino-américains de Trotsky.

La réforme constitutionnelle au Venezuela :

En défense de la souveraineté et des travailleurs, nous disons NON

Le Parlement vénézuélien a approuvé le 2 novembre le projet de réforme constitutionnel de Chavez, qui change 33 articles (10%) de la Constitution de 1999. Le 2 décembre, la réforme a été soumise à plébiscite, avec comme résultat la victoire du NON. L'opposition bourgeoise se plaignait que le chavisme veut ainsi mettre fin à la propriété privée, instaurer le communisme, transformer le pays en une nouvelle Cuba, etc., et demandait donc de voter contre cette réforme. En fait, le seul article qui la gêne dans cette réforme est l'article 230, qui étend le mandat présidentiel à 7 ans et permet la réélection indéfinie de la même personne, c'est-à-dire de Chavez.

Il est évidemment hors de question, vu les enseignements de plus d'un siècle de lutte de classes, qu'une simple réforme promue par un président bourgeois puisse instaurer le socialisme, c'est-à-dire la prise du pouvoir par les organisations des travailleurs et, par la suite, l'expropriation de la bourgeoisie et la mise en place d'un autre mode de production. Mais à part cela, voyons plutôt ce que prétend réellement cette réforme, au-delà de la pérennité du pouvoir dans les mains de Chavez, et pourquoi les travailleurs de l'Unité Socialiste des Travailleurs la rejettent et ont appelé à voter NON.

Un article amplement mis en évidence par la propagande chaviste est celui concernant la réduction de la journée de travail à 6 heures, soit 36 heures par semaine. Mais les entrepreneurs ne se font pas de souci de cela : l'application immédiate se limite aux employés du service public. Pour les entreprises de l'Etat comme la pétrolière PDVSA et pour le secteur privé, cette mesure dépendra d'une réglementation par loi, ce qui peut prendre des années. En fait, cette réduction était déjà prévue dans l'ancienne constitution, mais n'était toujours pas « réglementée » et dormait dans les couloirs du parlement.

La nouvelle constitution est-elle « socialiste » ? L'article 115 garantit explicitement « la propriété privée des moyens de production ». En plus, l'article 112 assure que « l'Etat promouvra et développera différentes formes d'entreprises avec le secteur privé ».

La nouvelle constitution serait-elle au moins anti-impérialiste ? L'article 152 parle bien de « la configuration d'un monde "pluripolaire", libre de toute hégémonie de n'importe quel centre de pouvoir impérialiste, colonialiste ou néocolonialiste ». Et l'article 113, qui s'occupe de l'exploitation des ressources stratégiques, comme le gaz et le pétrole, commence par dire que « les monopoles sont interdits ». Mais ce même article défend « les entreprises mixtes ». La prohibition de monopoles veut surtout dire que l'Etat ne peut pas avoir le monopole, et les entreprises mixtes sont des alliances du capital privé avec l'Etat. Si la Constitution de 1999 disait que les investissements étrangers « sont soumis aux mêmes conditions que l'investissement national », maintenant l'article 301 garantit la même chose : « On ne concédera pas à des personnes, des entreprises ou des organismes étrangers des régimes plus favorables que ceux établis pour les nationaux. » Dans les années 90, les entreprises transnationales pouvaient exploiter le pétrole national, sans toutefois devenir propriétaires des puits. Actuellement, ces entreprises transnationales deviennent propriétaires jusqu'à 40 % des hydrocarbures du pays dans « des entreprises mixtes », ce qui est maintenant consacré par l'article 112 de la Constitution : « des formes d'entreprises et d'unités économiques de propriété sociale seront promues et développées qui peuvent être de propriété mixte entre l'Etat, le secteur privé et le pouvoir municipal ».



Défense de la démocratie ?

En plus de garantir la pérennité de Chavez dans le pouvoir, la nouvelle Constitution renforce aussi son pouvoir totalitaire. Il pourra créer des « Régions Stratégiques de Défense » où que ce soit sur le territoire, où il pourra décréter des « autorités spéciales » et « l'intervention immédiate et stratégique de l'Etat » (art. 11). Récemment, lors d'une grève des travailleurs de Toyota, en Cumaná, le gouverneur local et le ministre du travail ont demandé l'intervention des troupes de l'armée pour briser la grève. Mainte-

nant, le président pourra intervenir directement sans demander d'autorisation.

Conclusion

« Cette réforme constitutionnelle ne nous sert à rien, étant donné qu'elle consolide la propriété privée des moyens de production, c'est-à-dire qu'elle garantit la continuité légale de l'exploitation capitaliste. D'autre part, contrairement à ce que dit le chavisme, cette réforme approfondit les relations avec l'impérialisme sur la base des concessions. Et finalement, elle crée des Conseils communaux, des Conseils d'étudiants et des Conseils du travail sous le contrôle strict de l'Etat, et du chavisme en particulier. En outre, si les masses rompent les limites de ces conseils, l'Etat dispose d'un nouvel ensemble de mesures bonapartistes pour contrôler et réprimer le mouvement de masses. Nous n'oublions pas que la récente lutte des pétroliers pour le contrat collectif de travail a été réprimée dans différents points du pays, avec des répressions qui vont depuis l'empêchement pour les dirigeants syndicaux de se rapprocher des installations de PDVSA jusqu'à l'attaque armée enregistrée à Santa Cruz. Dorénavant, ces manifestations de répression auront rang constitutionnel.

Pour cela et pour d'autres motifs, nous, les travailleurs et combattants pour le socialisme, organisés dans l'Unité Socialiste des Travailleurs, nous appelons à dire NON à la réforme constitutionnelle. »²

¹ Un groupe marxiste révolutionnaire formé en septembre 2006, constitué de travailleurs du secteur pétrolier et du service public.

² Déclaration de l'Unité Socialiste des Travailleurs du Venezuela, nov. 2007

Libérez les syndicalistes iraniens !

Le 9 août 2007, il y a eu des manifestations dans 27 pays pour exiger la liberté de Mansour Osanloo, dirigeant de la grève des conducteurs d'autobus de l'entreprise étatique Vahed de Téhéran, et de Mahmoud Salehi, ex-président du syndicat des boulangers de Saghez, dans le Kurdistan iranien, prisonnier depuis le 9 avril 2007.

L'emprisonnement dans des conditions dégradantes, sans visite des parents ni des avocats, fait partie des efforts du gouvernement iranien pour empêcher le développement du nouveau syndicalisme qui est apparu à la fin des années 1990.

Depuis lors, les luttes se sont multipliées parmi les travailleurs iraniens, ainsi que la répression. Le 15 juillet 2001, les travailleurs de deux usines textiles qui manifestaient devant le parlement pour réclamer des salaires arriérés ont été attaqués et quatre travailleurs y ont trouvé la mort. Le président de l'Iran était le « réformiste » Khatami, élu avec la promesse de plus de libertés démocratiques. En 2004 à Saghez, sept syndicalistes sont emprisonnés et traînés devant les tribunaux pour organiser un acte du premier mai. Un de ces dirigeants est Mahmoud Salehi.

En 2005, les conducteurs d'autobus de Téhéran organisent un syndicat indépendant et, en décembre de cette année, lors d'une action, les dirigeants sont emprisonnés mais la grève a quand-même lieu le 25 décembre. Le maire de Téhéran promet des négociations mais le dirigeant, Mansoor Osanloo, continue en prison. Fin janvier 2006, le syndicat convoque à une nouvelle grève pour le 28. La police et les forces de sécurité arrêtent 500 des 2.000 grévistes et organisent un transport d'urgence.

En 2006 et en 2007, les luttes continuent. Chaque année, le Premier Mai, il y a des dizaines de milliers de personnes dans les rues de Téhéran, en dépit des prohibitions. L'avant-garde sont les conducteurs d'autobus qui crient des consignes pour la liberté de Osanloo et de Salehi, et pour l'unité avec les étudiants et les pro-

fesseurs. Ce jeune mouvement ouvrier reprend la tradition de lutte des Conseils ouvriers qui ont joué un rôle important dans la Révolution iranienne de 1979.

Aujourd'hui, les impérialismes américain et européen menacent l'Iran avec le boycott économique et les attaques militaires. Comme militants socialistes et anti-impérialistes, nous nous opposons contre tout type de sanction ou d'attaque militaire contre l'Iran. Nous appelons le mouvement ouvrier et socialiste du monde entier à répudier ce type de menaces et à défendre le droit souverain de l'Iran à son autonomie, y compris l'accès à l'énergie nucléaire. Les États-Unis n'ont aucun droit moral pour imposer des restrictions sur ce terrain à un autre pays, étant les seuls à avoir déjà utilisé la bombe atomique contre la population civile au Japon. En outre, avec la France, ils aident Israël à s'armer jusqu'aux dents avec des bombes nucléaires.

D'autre part, nous n'acceptons pas la répression du régime iranien contre les luttes et l'organisation des travailleurs de ce pays. La meilleure façon de faire face à l'impérialisme est de se baser sur l'organisation et la lutte des travailleurs iraniens, et sur la solidarité des travailleurs de tous les pays. La répression contre les travailleurs iraniens affaiblit la lutte contre l'impérialisme. Les travailleurs sont les principaux intéressés à expulser l'impérialisme de tout le Moyen Orient puisque, finalement, la présence militaire impérialiste apporte seulement la destruction, la mort et les privations pour le peuple. C'est pourquoi, les socialistes du monde entier doivent soutenir les travailleurs iraniens et participer à la campagne pour la libération de leurs dirigeants, en même temps qu'ils doivent répudier l'impérialisme, ses sanctions et ses menaces de guerre.

D'après Al Baian - pour plus de détails, voir Iranian Workers' Solidarity Network - www.iwsn.org

Free Thierry : une victoire de la mobilisation

Suite à la mobilisation européenne contre la directive Bolkenstein (entre autre, privatisation et sous-traitance des services portuaires,...), des dockers ont été arrêtés et jugés en comparution immédiate, victimes de la contre-attaque du capital européen, mettant en oeuvre les nouvelles lois sécuritaires (loi antiterroriste,...).

En défense de ces camarades, un comité de soutien avec la participation entre autres de Thierry Delforge, a émis une déclaration « free the dockers » avec les revendications suivantes: « *Non à la criminalisation des luttes syndicales* », « *Avec les dockers et contre l'Europe du capital* ».

Suite à cette lutte, Thierry Delforge, militant syndical CGSP, engagé dans de multiples luttes de solidarité, a été in-

culpé pour avoir peint sur le mur d'un entrepôt de la ville de Bruxelles: « **Libérez les dockers** ». Les deux chefs d'accusation pesant dès lors sur lui, à savoir la « destruction d'un édifice » et « transport d'armes prohibées » (en fait des outils de jardin trouvés dans son véhicule ce jour-là et réquisitionnés par la police), le condamnaient à une peine d'un an de prison, dont six mois avec sursis. Lors de son recours en appel le 21 novembre, une cinquantaine de militants et sympathisants étaient présents pour le soutenir. Son avocat n'a d'ailleurs pas manqué de relever le caractère important de cette mobilisation. Suite à cette dernière, les sympathisants se sont vus interdire l'accès à la salle d'audience par la police, le 12 décembre, jour du verdict. Ainsi, dans leur tentative d'intimi-

lation, les agents sont allés jusqu'à interpellé un militant en lui demandant de présenter ses papiers d'identité. Finalement, le verdict étant l'acquittement pour le « transport d'armes prohibées » et la suspension pour la « dégradation d'un édifice », Thierry, ayant reconnu les faits, devra néanmoins payer la somme de 100 euros à la ville de Bruxelles. Il apparaît donc évident que le verdict a largement été influencé par cette manifestation de solidarité.

A la sortie de l'audience Thierry n'a pas manqué de rappeler qu'après cette victoire de la mobilisation, **il est nécessaire de rester vigilants pour la défense des droits légitimes de tous les militants qui sont et seront poursuivis par la justice.**

Non à la criminalisation des luttes syndicales et politiques